



**HAL**  
open science

## L'envers du décor

Sébastien Marot

► **To cite this version:**

Sébastien Marot. L'envers du décor. Augustin Rosenstiehl. Capital agricole : chantiers pour une ville cultivée, Pavillon de l'Arsenal, pp.451-465, 2018. hal-03506936

**HAL Id: hal-03506936**

**<https://hal.science/hal-03506936>**

Submitted on 11 Jan 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## L'ENVERS DU DÉCOR

L'un des très grands mérites de cette investigation des rapports de l'agglomération parisienne avec l'agriculture de sa région, en nous proposant une visite historique de l'assiette et des coulisses d'une grande métropole, est de stimuler une réflexion de plus en plus nécessaire sur l'empreinte et les arrière-plans des mondes urbains ou métropolitains dans lesquels nous évoluons presque exclusivement aujourd'hui.

Sa première vertu tient donc au cadrage, ou plutôt au décadage spatio-temporel qu'elle opère, d'une part en embrassant l'entièreté de l'actuelle région parisienne et de la mosaïque de ses ex-pays, d'autre part en rembobinant le film pour faire démarrer sa chronique à cette époque charnière où le fameux baron Haussmann, préfet de la Seine, vient de reconfigurer une capitale, dont la surface administrative a doublé, et d'en faire l'un des grands théâtres d'opération (voire la vitrine) de cette nouvelle discipline, l'urbanisme, qui va bientôt s'imposer, sinon tout à fait comme l'art de bâtir les villes, du moins comme celui de gérer leur formidable extension sous l'effet de l'exode rural déclenché par la révolution industrielle.

### Récapitulation historique : les leçons du rétroviseur

À cet égard, il ne faut peut-être pas se méprendre sur la profondeur historique des mondes et des pratiques rurales ou rurbaines que cet ouvrage décrit comme la « tradition ». Ce que nous montrent les cartes postales présentées ici, ce ne sont pas tout à fait les vignettes ou les images d'Épinal des « travaux et des jours » dans des campagnes métropolitaines multiséculaires, mais déjà l'effet bougé du grand télescopage de gens et d'activités qui, en quelques décennies, a bouleversé les usages et paysages des bourgades situées dans l'orbite magnétique de la métropole industrielle. Certes, à côté des manufactures locales ou des petites industries de

transformation, à côté des lignes de chemin de fer dressées à la hâte, etc., ces clichés témoignent de bien d'autres pratiques vernaculaires que l'on retrouverait presque identiques sur les cartes postales d'autres régions plus franchement rurales à l'époque. Mais ce sont leur chahut et leur catapultage qui frappent ici, une ambiance d'ajustements précipités, un air d'improvisation générale. Cheminées rivalisant avec les clochers, rails et traverses zébrant champs et villages, semis de baraques et d'additions dans les fermes, les prés et les bois, avant la multiplication des cloches de verre dans les maraîchages à rotation intensive de la ceinture. À l'évidence, tout s'affole dans les marches de la capitale, comme si les pièces d'un puzzle en construction, vaguement surnuméraires, cherchaient leur place sous les doigts fébriles de l'histoire et du « progrès ». Momentanément figées par le temps de pose, les silhouettes qui peuplent cette boîte de Pétri semblent surprises au beau milieu d'un vaste et énigmatique « changement à vue » dont elles paraissent (fières ? ironiques ? goguenardes ?) prendre l'objectif à témoin. Savoir où tout cela mène n'est visiblement pas trop leur rayon.

La très grande *promiscuité* qui règne en effet dans ces pays de la métropole industrielle vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle vient d'abord de cela, de cet afflux de migrants et de cousins à la mode de Bretagne, de ce grand chambardement de pratiques, de gens et d'objets, de ce bric-à-brac de choses et d'usages qui ne savent pas trop si ni comment ils finiront par s'entendre et s'ajuster. Si, d'une manière générale, les campagnes et les territoires ruraux sont beaucoup plus peuplés qu'aujourd'hui, à cette époque où l'exode rural est encore loin d'avoir produit tous ses effets, les abords des grandes villes et les pays parisiens en particulier sont le théâtre d'une confrontation de plus en plus intense entre les composantes centrifuges de la ville industrielle et les composantes devenues centripètes de la production agricole. À l'approche de la métropole toutefois, lorsque les « cultures normales » des pays cèdent aux « cultures spéciales » de la ceinture maraîchère, les territoires du télescopage font place à ceux de la négociation et à une horticulture quasi savante, dont toutes les traditions et la génétique même sont issues de la ville, dont elles sont comme la bordure et l'émanation<sup>1</sup>.

Comme l'écrivait Michel Phlipponneau dans la passionnante étude de géographie humaine qu'il consacra à *La Vie rurale de la banlieue parisienne*, « les cultures spéciales de banlieue s'étendent dans un anneau dont le bord interne est repoussé par les constructions urbaines tandis que le bord externe empiète sur les cultures normales des campagnes pour répondre aux besoins du marché<sup>2</sup> ». N'oublions pas qu'avant de devenir un terme générique pour désigner une pratique d'horticulture intensive destinée au marché, le « maraîchage » fut d'abord un terme local appliqué spécifiquement aux artisans jardiniers du Marais, dont les parcelles s'étendaient tout au long du bras mort de la Seine, lequel constitua la limite approximative de la rive droite jusque vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. La « ceinture maraîchère » est donc une épaisse lisière d'horticulture urbaine et de marché, qui s'étendit et s'intensifia au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, à mesure que la ville en pleine croissance la refoulait, d'abord au-delà de la barrière douanière des Fermiers généraux, puis de plus en plus loin au-delà de l'enceinte militaire de Thiers<sup>3</sup>. Durant ce siècle où « la vie rurale de banlieue connut son apogée<sup>4</sup> », cette ceinture d'artisanat horticole, favorisée par le monopole de l'utilisation des engrais urbains et devenue experte dans les forçages divers sous cloche ou châssis, fut donc l'ourlet actif de la métropole et la composante (voire l'avant-garde) proprement urbaine de cette ruralité particulière et fourmillante de la banlieue. Comme l'écrit encore Phlipponneau, « les cultures spéciales de la banlieue [marais, mais aussi cultures florales, pépinières, productions de graines, champignonnières, cressiculture ou laiteries] ont alors acquis une telle avance sur celles des campagnes qu'elles ne subissent pas encore leur concurrence ; les progrès des transports leur permettent au contraire de travailler pour l'exportation<sup>5</sup> ».

1. Voir Dorothée Imbert (éd.), *Food and the City : Histories of Culture and Cultivation*, Cambridge, Harvard University Press (Dumbarton Oaks), 2015, où l'on trouve, rassemblés sous le titre « Paris et environs », trois essais sur le cas parisien qui balisent la période ici considérée : Florent Quellier, « "Paris is a land of plenty" : Kitchen gardens as urban phenomenon in a modern-era european city (16th through 18th centuries) » ; Susan Taylor-Leduc, « Market gardens in Paris : A circulus intelligent circa 1790-1900 » ; Meredith TenHoor, « Markets and the food landscape in France (1940-72) ».

2. Michel Phlipponneau, *La Vie rurale de la banlieue parisienne. Étude de géographie humaine*, Paris, Armand Colin, 1956, p. 22.

3. La lecture du *Manuel pratique de la culture maraîchère de Paris* de J. G. Moreau et J. J. Daverne (1845), aujourd'hui considéré comme une référence par les tenants du maraîchage biologique et de la permaculture, et récemment réédité par les Éditions du Linteau (2016), donne une idée des extraordinaires savoirs techniques accumulés par les maraîchers parisiens au XIX<sup>e</sup> siècle.

4. Michel Phlipponneau, *La Vie rurale de la banlieue parisienne [...] op. cit.*

5. *Ibid.*, p. 23.

6. Pour un exemple saisissant de cette mobilisation et transformation de tout son écosystème régional par la métropole industrielle et ses infrastructures de transport au XIX<sup>e</sup> siècle (chemin de fer et télégraphe), voir le fameux livre de l'historien William Cronon, *Nature's Metropolis : Chicago and the Great West*, New York/Londres, W.W. Norton & Co., 1991. Cronon y montre en particulier comment la ville s'imposa en quelques décennies comme la plaque tournante et le processeur de la radicale métamorphose que les réorganisations de l'agriculture (*grain*), de l'élevage (*meat*) et de l'industrie du bois (*lumber*) imposèrent à l'écologie et aux paysages du Midwest, et comment elle devint bientôt une sorte de laboratoire où furent engendrés de nouveaux « modèles de nature » destinés à transformer ses arrière-pays, abîmés par la croissance urbaine, en paysages de synthèse, à la fois domestiques, bucoliques et touristiques.

7. Voir David Holmgren, *Permaculture : Principles and Pathways Beyond Sustainability* (2002), trad. fr. *Permaculture. Principes et pistes d'action pour un mode de vie soutenable*, Paris, Rue de L'Échiquier, 2014, p. 84.

Bientôt, toutefois, à un moment que l'on peut approximativement fixer au tournant du siècle, les mêmes causes auront commencé à produire des effets contraires et cette mosaïque de l'agriculture suburbaine, prise entre les feux croisés d'un marché agricole de plus en plus étendu et des poussées d'urbanisation ou d'essaimage plus insistantes de la métropole, finira par se disloquer. Mais il vaut la peine de se transporter par l'imagination dans ce vaste atelier des cultures suburbaines, qui fut encore, jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, voire au-delà, le théâtre complexe et mouvant d'une compétition darwinienne des espèces culturelles, partagées entre les tapis et les clos d'une intense horticulture de marché (l'araignée des Halles, dans les marches de la ville et dans les vallées) et les plages résilientes d'une paysannerie d'arrière-garde (principalement sur les plateaux et les confins), qui seraient bientôt balayées par les grandes manœuvres de la monoculture et des remembrements. À bien des égards, c'est d'abord sur cette scène métropolitaine que se joue, en concentré, l'avant-première du drame de cette révolution tardive qu'est l'industrialisation de l'agriculture. Car l'agriculture (au sens large, englobant l'ensemble des activités de production de nourriture et de fibres) s'est d'abord adaptée à la mobilisation déclenchée par la révolution industrielle et l'extension de l'économie de marché, en y contribuant par l'intensification et le développement de ses savoirs et de sa culture propres (l'agronomie), avant d'être elle-même bouleversée et littéralement extirpée de cette culture et de ses traditions par ce même « progrès », en particulier par celui (foncièrement lié à l'exploitation de plus en plus intensive des énergies fossiles) de la chimie de synthèse et de la mécanisation.

Sous le nom de « zonage », ce sont les conséquences territoriales de cette complète restructuration du « secteur » que documente le deuxième volet de cette recherche : une phase qui vit la disparition progressive de cette lisière étoilée d'agriculture urbaine que furent les cultures spéciales de la banlieue, au profit d'un face-à-face de plus en plus brutal entre les nouvelles espèces urbanistiques (lotissements, grands ensembles, villes nouvelles, etc.) et les vastes étendues de monocultures en deux dimensions d'exploitations agricoles presque entièrement vouées ou condamnées à l'économie d'échelle (c'est-à-dire à l'absence de mesure). Si l'on ne peut comprendre cette transformation considérable que comme l'effet plus ou moins direct de l'extraordinaire mobilisation permise par les révolutions de l'énergie et des transports, qui arrachèrent à ces parcelles de cultures suburbaines l'avantage comparatif de leur proximité physique au marché et aux engrais urbains (en explosant le vieux schéma gravitaire de Johann Heinrich von Thünen), il faut en même temps souligner qu'elle représente aussi la victoire du modèle entrepreneurial et capitalistique de ces « cultures spéciales », dont les banlieues avaient été les laboratoires, sur ce que Michel Phlipponneau appelait encore les « cultures normales » ou paysannes, c'est-à-dire celles qui, plus ancrées dans les traditions locales des terroirs et des arrière-pays, avaient jusqu'alors conservé une part significative de la variété et de la complexité des pratiques et des paysages de l'économie de subsistance<sup>6</sup>.

Ce qu'opèrent ou accompagnent les politiques agricoles et la planification modernistes, en encourageant activement la mécanisation, la spécialisation et le boostage de la production aux cocktails de synthèse (nitrates et pesticides), c'est d'abord une considérable *simplification* des territoires de l'agriculture, qui s'avérerait bientôt très coûteuse sur les plans environnemental et biologique, mais dont la conséquence première est une ultime accélération de la dynamique de l'exode rural. On assiste, en particulier sur les plateaux céréaliers de l'Île-de-France, à une véritable évacuation du « monde » de l'agriculture. Comme le résume bien le permaculteur australien David Holmgren, alors que l'agriculture « traditionnelle » (et les cultures spéciales maraîchères) était *labor intensive*, et donc peuplée de gens et de savoir-faire, l'agriculture industrielle est *energy intensive*, c'est-à-dire désolée, pauvre en espèces et pauvre en monde<sup>7</sup> :

une institution de la rase campagne et du *no man's land*, une zone (*non aedificandi*) que les remembrements ont en réalité démembrée et qui, protégée en principe par la loi d'airain des « plans d'occupation des sols », est en fait devenue une page blanche et lisse, extrêmement vulnérable aux empiétements et aux jeux d'écriture opportunistes des règlements d'urbanisme. Dans sa contribution au présent volume, Catherine Maumi souligne à juste titre qu'un certain nombre des pères fondateurs de l'urbanisme s'intéressèrent d'assez près à l'évolution et à la planification de l'agriculture, qu'ils intégrèrent plus ou moins au programme de leur discipline ou à celui des stratégies particulières qu'ils s'efforcèrent de promouvoir. Ildefonso Cerda, Frederick Law Olmsted, Howard, Patrick Geddes, Lewis Mumford, Fritz Schumacher, Patrick Abercrombie, Frank Lloyd Wright en effet, Leberecht Migge<sup>8</sup>, Gaston Bardet, etc. : on pourrait ainsi dresser une liste des urbanistes qui s'inquiétèrent du problème de l'agriculture et de ses territoires, qui le couplèrent avec celui des villes, et qui en firent même le pivot de projets franchement alternatifs à la marche ordinaire de l'urbanisation<sup>9</sup>. Mais ce que la chronologie de ces réflexions et de ces projets montrerait, c'est une marginalisation progressive, et la radicalisation critique de plus en plus poussée de contre-modèles, en rupture avec l'ordre existant. Car, pour l'essentiel, comme son nom seul l'indique suffisamment, l'urbanisme, toujours plus assuré de régner sur le futur des territoires, se désintéressa globalement de l'agriculture et des agrosystèmes, comme d'une espèce de reste ou de cas limite.

En revanche, le milieu de l'urbanisme joua certainement un rôle important, voire majeur, dans la genèse du concept moderne de nature et dans l'institution de la catégorie des « espaces naturels » pensés comme l'ailleurs, le corollaire ou le pendant, intimes et nécessaires, de la ville et des espaces urbanisés. À Paris, dès les transformations haussmaniennes de la capitale, les parcs urbains et suburbains (Buttes-Chaumont, Montsouris, bois de Boulogne et de Vincennes, etc.) sont envisagés comme des composantes absolument essentielles de l'extension et de l'agencement de la métropole industrielle. Précipités de nature et de paysages sertis dans les marges en cours de congestion de la ville, protégés par de stricts règlements, ils sont à la fois d'indispensables équipements métropolitains (contemplation, respiration, exercice et loisirs) et des sortes de métonymies ou de substituts des lointains (lac, nuage, château) vers lesquels filent les rails des gares parisiennes. Ces dernières prendront d'ailleurs peu à peu, dans l'imaginaire collectif, le relais des grandes résidences royales ou aristocratiques et de leurs axes télescopiques vers l'horizon.

L'héritage de ces vastes domaines, de leurs chasses, forêts et parcs classiques, puis pittoresques, est considérable dans la région parisienne, où ils léguèrent souvent aux opérations d'urbanisme et de lotissement suburbain, non seulement leurs emprises, et bien souvent leurs tracés, mais aussi une part non négligeable de leurs imaginaires de la nature, du paysage, du jardin d'agrément et de la « réserve », soustraite aux activités laborieuses des cultures, tant normales que spéciales. Bien distinct des dispositifs de la colonie ouvrière et de ses jardins familiaux (qui fournissent aux ex-ruraux l'appoint d'un maraîchage de subsistance), le concept de parc connaît une grande fortune et donne lieu à toutes sortes de déclinaisons dans les territoires suburbains, depuis les premières banlieues résidentielles et paysagères (type Le Vésinet) jusqu'aux bases de loisirs et parcs d'activités contemporains, en passant par toutes les opérations immobilières qui se promeuvent non seulement comme des adresses, mais comme des sites (et dont les *gated communities* ne sont qu'un des derniers avatars). La région parisienne, sillonnée qu'elle est de routes et d'infrastructures, peut ainsi s'analyser, des limites de la petite couronne à la *crabgrass frontier*<sup>10</sup> fractale au-delà de laquelle s'étendent les monocultures céréalières (et même plus loin, jusqu'à la ville émietlée des villages périurbains peu à peu changés en clubs de résidents ou en camps de relégation), comme un vaste

8. À la croisée de l'horticulture organique, de l'architecture moderniste et de la théorie biologique, le cas du paysagiste allemand Leberecht Migge (1881-1935) mérite ici d'être particulièrement souligné. Avocat d'une intégration poussée de l'architecture et de l'horticulture (à travers son concept d'architectonique du jardin), Migge, qui collabora étroitement aux projets de Grosssiedlungen d'Ernst May, Bruno Taut et Martin Wagner à Francfort et Berlin, développa surtout, à travers de nombreux projets réalisés ou non, une véritable recherche sur l'interaction métabolique entre urbanisme, horticulture et agriculture, qui fait de son œuvre un jalon incontournable dans la quête contemporaine d'un urbanisme agricole. Voir l'excellent livre de David Haney, *When Modern Was Green : Life and Work of Landscape Architect Leberecht Migge*, New York/Londres, Routledge, 2010, ainsi que l'article de Corinne Jaquand, « Leberecht Migge et la colonie agricole évolutive "selon les principes biologiques" », *In Situ, revue des patrimoines*, n° 21, 2013.

9. D'une certaine façon, même le projet de Ferme radieuse et de village coopératif de Le Corbusier mériterait de figurer dans cette liste dans la mesure où, tout en adoubant l'industrialisation des pratiques agricoles, il représente justement une tentative de structurer, à partir de ses ingrédients, des mondes capables de se substituer aux anciens villages des « cultures normales ». Voir Le Corbusier et Norbert Bézard, *La Ferme radieuse et le centre coopératif* (1940), Piacé, Association Piacé Le Radieux, Bézard – Le Corbusier, 2015, et Mary McLeod, « "The country is the other city of tomorrow" : Le Corbusier's Ferme Radieuse and Village Radieux », in Dorothée Imbert, *Food and the City [...]*, *op. cit.*, p. 99-122.

10. Voir Kenneth T. Jackson, *Crabgrass Frontier. The Suburbanization of United States*, New York, Oxford, Oxford University Press, 1985.

11. C'est Françoise Choay, dans son fameux *L'Urbanisme, utopies et réalités* (Paris, Seuil, 1965), qui proposa de distinguer ces trois courants (culturaliste, rationaliste et naturaliste) dans la tradition de l'urbanisme.

embouteillage de mondes et de perspectives dont les horizons se sont progressivement bouchés, bornés ou comprimés. Dans cette foire d'empoigne des espèces suburbaines où les grands gestes dirigistes (grands ensembles, villes nouvelles, grands équipements métropolitains, etc.) jouent des coudes avec les anciens cœurs urbains et villageois, comme avec les opérations plus opportunistes du marché de l'immobilier, l'image longtemps implicite de l'archipel métropolitain a fini par s'inverser. À mesure que les cultures, maraîchères ou autres, cédaient sous la pression et que la soudure s'opérait plus ou moins entre toutes ces opérations d'aménagement et d'urbanisme, ce sont les parcs et les bois proprement dits, mais aussi les rives, les chutes, friches ou réserves foncières en souffrance, et jusqu'aux dispositifs paysagers des espaces publics suburbains, qui apparurent peu à peu comme les îles ou les monuments collectifs d'une lagune urbaine de plus en plus saturée, et comme les balises et fragments d'une armature potentielle, susceptibles de conférer sens et structure à l'agglomération, et qu'il s'agissait donc de redécouvrir ou de révéler, de protéger, de restaurer, de connecter et d'étendre (« coulées vertes », « trames vertes et bleues », etc.).

À bien des égards, tout se passe comme si, après des décennies de conflits théoriques entre les écoles rationalistes et culturalistes de l'urbanisme, la troisième voie, celle de l'école « naturaliste », finissait par émerger – mais *post-facto* et presque rétroactivement – comme la seule capable d'envisager l'échelle géographique désormais régionale ou interrégionale et les enjeux proprement cosmopolitiques de l'aménagement<sup>11</sup>. Sous des labels divers et parfois opportunistes (« urbanisme écologique », « *landscape urbanism* », etc.), ce sont bel et bien les stratégies et concepts imaginés naguère par les représentants de ce courant naturaliste (« ceintures vertes », « système des parcs », etc.) qui refont peu à peu surface, comme moyens de rendre aux nébuleuses urbaines à la fois une armature, ou une « infrastructure », et de nouveaux horizons ou points de fuite. Dans le cas de la région parisienne, une étape marquante de cette émergence a été la consultation internationale du Grand Paris (en 2008), où plusieurs de ces modèles et stratégies naturalistes firent un retour en force dans le débat sur l'imaginaire métropolitain : soit sous la forme d'une lisière horticole délimitant les isthmes et le pourtour d'une agglomération refondée sur le réseau géographique de ses vallées (Jean Nouvel/Michel Desvigne), soit en faisant de Paris le pôle amont d'une métropole régionale épousant l'ensemble des paysages du bassin de la Seine jusqu'au Havre (Antoine Grumbach), soit enfin en dressant un inventaire des « climats » de cette métropole – depuis les *hubs* surprogrammés des gares parisiennes jusqu'aux confins pavillonnaires, pour stimuler son efflorescence comme constellation graduée de milieux urbains aimantés et définis par des communs atmosphériques (l'AUC).

Le problème... que soulève bien cette recherche à mes yeux, et que l'on pourrait formuler en parodiant un fameux titre de Jean-Paul Sartre, c'est que... le naturalisme est (encore) un urbanisme. Je veux dire par là qu'il relève toujours d'une discipline qui considère globalement : 1) que la question de l'habitat peut, voire *doit* être découplée de celle de la production ou de la reproduction des « matières premières » qui assurent la subsistance des habitants, 2) que les territoires des cultures sont *foncièrement* distincts de ceux de l'habitat, du civisme et de la vie collective (quitte à jouer le rôle de purs espacements intermétropolitains), et surtout, 3) que ces territoires et les pratiques culturelles de la subsistance seraient désormais incapables de constituer des milieux de vie et d'habitude satisfaisants, c'est-à-dire incapables de fonder et d'entretenir des mondes (ou des « pays »).

Conçus ou préservés comme des armatures ou des équipements de respiration, de loisir ou de contemplation, comme des horizons internes et externes du territoire métropolitain, comme des réservoirs de biodiversité ou comme les esquisses et substituts d'un archipel de vacances,

les espaces ou zones de « nature » tendent à devenir les monuments du rêve et du projet métropolitains, et, à ce titre, les antithèses des espaces agricoles, qui en sont au contraire devenus l'impensé... et le talon d'Achille. De fait, l'industrialisation de l'agriculture et l'évacuation des campagnes (ainsi que le transfert des résidus de leur patrimoine au secteur en expansion du tourisme et de la maison secondaire) ont été le strict corollaire de l'extension formidable des agglomérations urbaines depuis la Seconde Guerre mondiale. Cantonnés à la fourniture massive de denrées, asservis aux impératifs du marché global, déboussolés par l'incessant *turnover* des politiques de quotas et de subventions, et livrés, surtout, à la compétition des recettes miracles des multinationales de l'agrobusiness, les territoires agricoles et ruraux sont le théâtre d'un véritable effondrement de l'autonomie, de la résilience et de la responsabilité.

### Ville et agriculture : une boussole pour s'orienter

Face à cette situation, et au constat de mieux en mieux documenté de ses effets délétères sur l'environnement et le climat (érosion et dégradation des sols, surconsommation et pollution de l'hydrosphère, chute de la biodiversité, gourmandise en énergies fossiles et contribution notable à la production de gaz à effet de serre, fragilités aux effets du changement climatique, etc.), plusieurs stratégies alternatives paraissent s'esquisser, qui représentent toutes des scénarios passablement différents de l'interaction entre ville et agriculture. Même s'il en existe peut-être d'autres – et si elles ne sont pas forcément exclusives les unes des autres –, j'en distinguerais volontiers quatre, qui sont les suivantes.

456

#### L'incorporation

C'est la stratégie limite et accélérationniste de ceux qui, portés par l'idée que « dans ce qui tue croît aussi ce qui sauve » (le remède est dans le poison), considèrent qu'il s'agit de poursuivre l'industrialisation et l'*incorporation* capitaliste de l'agriculture par son *urbanisation*. Superserres, fermes verticales, immeubles d'élevage, « Pig City »... Grâce à une radicalisation des technologies du hors-sol, de l'hydroponie et du recyclage, les productions agricoles libèrent leurs vastes emprises périurbaines ou exurbaines pour se concentrer dans des surrégénérateurs, des centrales biologiques, et des agro-immeubles ou agro-cités, qui font des espèces synanthropes les cohabitantes de l'arche de Noé de la métropole<sup>12</sup>. Dans cette perspective, très soutenue par les tenants de l'« éco-modernisme », de l'« éco-pragmatisme » et de l'« agri-tecture<sup>13</sup> » (également spécialistes des espèces linguistiques hybrides et génétiquement modifiées), la ville et la métropole sont clairement pensées comme la *manifest destiny* non seulement de l'humanité mais peut-être, à terme, de l'ensemble de la biosphère. De nombreux architectes (mais pas seulement) paraissent tentés par cette fuite en avant dans l'hypertechnicité de ce que le critique Peder Anker nomme la *cabin ecology* (« l'écologie de capsule spatiale »), rêvant, à l'image de ses prophètes (tel Richard Buckminster Fuller avec son fameux *spaceship earth*), de précipiter dans des systèmes aussi fermés et bouclés que possible (immeubles, tours, sphères, pyramides...) les cycles métaboliques de la production de calories. Le terme d'*incorporation* désigne aussi bien l'absorption surrationaliste des cultures par l'ingénierie architecturale et urbaine que leur assujettissement maximal au modèle économique et aux modes d'investissement et de gestion *concentrés* de l'entreprise hypercapitaliste<sup>14</sup>.

12. Nous regroupons dans cette catégorie deux tendances que Dominique Bourg distingue cependant : « L'une, la plus éloignée, consisterait à produire l'alimentation par des réacteurs biologiques ; l'autre, moins fictive, à la produire dans des tours agricoles. Il s'agirait d'immeubles empilant des étages dédiés soit à la culture soit à l'élevage, hors-sol, en alternance, avec une complémentarité et une cyclicité inspirées des principes de l'écologie industrielle. Ils devraient pouvoir relever d'une volonté de contrôle de tous les intrants, lumière comprise *via* des capteurs optiques, et de bouclage de tous les extrants. La séduction exercée par ces tours a fini par contaminer de nombreux architectes de par le monde. Elle constitue, par exemple, l'un des fleurons de la déclinaison urbaine high-tech d'une certaine "durabilité", à savoir le projet de ville durable en plein désert, gagnée sur la mer, mais sans CO2 [*sic*], Masdar City, près d'Abou Dabi, projet produit par Norman Foster. » Préface d'Yvan Besson, *Les Fondateurs de l'agriculture biologique*, Paris, Sang de la terre, 2011.

13. Il est intéressant de noter que les promoteurs accélérationnistes de cette hybridation (comme le Breakthrough Institute ou les tenants de « l'environnementalisme pragmatique ») reprennent à leur compte, mais en lui donnant un tout autre sens, un néologisme forgé à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle par François Cointeraux, un maçon lyonnais qui, s'étant institué « professeur d'architecture rurale », posait bien le problème de cette « science » putative : « L'Architecture, de tous les temps, a été traitée isolément. L'Agriculture, de tous les temps, a été expliquée séparément.

C'est une erreur : ces deux arts ne sauraient être approfondis, qu'en fondant leurs principes dans le même creuset de l'esprit ; il en résulte une science nouvelle, que je nomme avec fondement *Agritecture*. » Voir Jean-Philippe Garric, *Vers une agritecture. Architecture des constructions agricoles (1789-1950)*, Bruxelles, Mardaga, 2014, p. 53-71.

14. L'éthos de la *concentration* est en effet au cœur de cette démarche et de son argumentaire environnemental, dont l'une des expressions les plus limpides fut donnée par Stewart Brand, admirateur de Fuller et ex-pape de la contre-culture des années 1960 aux États-Unis (notamment comme éditeur du fameux *Whole Earth Catalog*), dans son livre publié en 2009 : *Whole Earth Discipline : An Ecopragmatist Manifesto* (New York, Viking Adult). Le sous-titre de l'édition anglaise – *Why Dense Cities Nuclear Power, Genetically Modified Crops, Restored Wildlands [...] Are Essential* – annonce le programme : « Un principe émergent pourrait être de concentrer les éléments délétères. Concentrer les gens dans des villes est une bonne chose. Concentrer les rebuts de la production énergétique, comme les déchets nucléaires, dans des fûts étanches, vaut mieux que de les répandre, comme les gaz à effet de serre dégagés par la combustion du charbon ou du pétrole, dans l'atmosphère. Concentrer nos sources de nourriture et de fibres dans des systèmes agricoles, sylvicoles et aquacoles à haut rendement permet de libérer davantage de surfaces terrestres et océaniques pour qu'elles remplissent leurs tâches gaïennes » (p. 276).

### L'infiltration

C'est en gros la démarche, opportuniste, des initiatives d'« agriculture urbaine » : celles qui profitent des surfaces excédentaires ou délaissées de la ville et du territoire métropolitain (toitures d'immeubles, terrains vagues, friches indélicates) pour réintroduire l'horticulture nourricière à l'intérieur du paysage urbain ; mais aussi celles qui, renouant notamment avec les pratiques de la polyculture maraîchère, s'organisent en réseaux locaux (Amap, etc.) pour contourner ou « court-circuiter » les marchés et mécanismes de la grande distribution. Sans remettre frontalement en question la logique et les réalités de la condition urbaine, et en tirant même parti des niches, densités et différentiels de cette dernière, ces initiatives se saisissent de la production, de l'approvisionnement et de la consommation alimentaires (et de leur réintégration locale ou en filière courte) comme d'un moyen pour amorcer des collectifs et des pratiques solidaires dans les territoires déracinés des métropoles. Qu'elles procèdent par intégration directe dans le tissu de la ville, ou par l'abonnement à un terroir d'arrière-pays, ces démarches travaillent toutes plus ou moins à stimuler une certaine vicinalité dans des agglomérations envisagées comme un étoilement ou une écume de communs. Mais il faut noter que dans certaines situations de déprise économique, par exemple celle dans laquelle se sont trouvées La Havane (et Cuba en général) pendant la « période spéciale » ou la ville de Detroit après l'effondrement de son industrie automobile, cette infiltration peut prendre les proportions d'un véritable fourmillement et d'une reconquête significative du parcellaire urbain par les cultures vivrières individuelles ou coopératives. Dans la mesure où les crises économiques ou énergétiques pourraient fort bien frapper un nombre croissant de grandes agglomérations et y multiplier des sortes de jachères urbaines, il n'est pas invraisemblable que ce scénario de l'infiltration, c'est-à-dire d'une récupération agricole non planifiée ni concertée des écosystèmes urbains ou de leurs marges suburbaines, ne sorte de l'acupuncture pour gagner des pans entiers de territoires métropolitains et finir par y recomposer des figures, des marges ou des tissus de rurbanité.

### La négociation

C'est probablement la stratégie qui sous-tend la plupart des hypothèses développées dans cet ouvrage, et qui correspond le plus précisément au concept d'« urbanisme agricole », à savoir l'ambition d'intégrer les espaces agricoles comme composantes à part entière de villes ou de territoires urbains repensés avec eux, voire conçus à partir d'eux. Dans cette perspective, qui remet en question la ligne de démarcation établie entre zones urbaine (U), naturelle (N, compatible) et agricole (A, ostracisée ou refoulée), ce sont les capacités des cultures agricoles, horticoles ou sylvicoles à constituer des milieux de vie et de convivialité qui sont au contraire mobilisées au service d'une évolution des formes urbaines (voire de leurs modes de production) et des espacements du territoire métropolitain. Parcs-vergers ou -pépinières, lotissements maraîchers, hortillonnages habités, campus ouverts d'expérimentation agronomique, colonies horticoles, cités vivrières, agroquartiers, monuments et coulées d'agroforesterie... La liste est longue des formes et des milieux auxquels la combinaison ou l'osmose des intérêts bien compris de la ville et des cultures pourraient donner lieu, et qui, en renversant (ou corrigeant) la dynamique délétère de la rupture métabolique (entre ville et campagne) effaceraient aussi, au passage, la frontière qui persiste entre loisir et travail, activité principale et activités secondaires. Si cette ambition peut paraître encore balbutiante aujourd'hui, et si ses « bonnes intentions » présentent l'inconvénient d'être facilement détournables au profit d'une nouvelle vague d'extension des emprises suburbaines et de l'empreinte physique des métropoles, elle dispose cependant de bons arguments du côté de l'agroécologie contemporaine et d'une

jurisprudence très riche (bien qu'assez négligée pendant des décennies) non seulement dans les traditions et modèles de l'urbanisme prémoderne<sup>15</sup> – et notamment des expériences agrourbaines qui convergèrent un temps autour du concept de *civic design* (cités-jardins, biopolis, système des parcs...) –, mais également (comme le présent ouvrage le démontre à l'envi) dans l'extraordinaire répertoire des dispositifs locaux que les cultures spéciales et leurs pratiques cosmopolites engendrèrent dans les marges de la ville industrielle, et dont les tenants de la permaculture ou du maraîchage biologique sont, au cours des dernières décennies, les premiers à avoir redécouvert et retenu les leçons. À mes yeux – et même si, dans la nécessaire générosité de son analyse de la problématique agricole sur l'exemple d'une grande métropole et de sa région, elle embrasse des pistes de projet et de réflexion qui ressortissent aussi des autres stratégies distinguées ici, c'est le très grand mérite de ce livre que de faire valoir, à côté et par contraste avec le concept d'agriculture urbaine, l'hypothèse d'un «urbanisme agricole» qui entreprendrait de combiner décidément les démarches de l'urbanisme et de l'agriculture (et les dispositifs de la «ville» et de la «campagne») en réarticulant leurs jurisprudences respectives, et en les amenant ainsi à se renouveler, voire à se réinventer mutuellement. De toute évidence, il s'agit là de l'un des chantiers théoriques et pratiques les plus urgents, mais également les plus fertiles et les plus passionnants dans lesquels les urbanistes peuvent s'engager aujourd'hui. Et des plus difficiles aussi, si l'on veut bien admettre qu'en plus d'une profonde évolution du logiciel de la discipline, il exige un *ductus*, une finesse, une imagination, une patience et un sens de la mesure qui ne se trouvent pas sous le pied d'un cheval aujourd'hui.

15. Mais également «moderniste», comme l'exemple de Leberecht Migge le montre bien.

## 458

### La sécession

C'est la démarche, plus radicale et volontiers agrarienne, de ceux qui remettent en question l'hégémonie de la ville et de la métropolitique, et par conséquent les prétentions de l'urbanisme à façonner et entretenir les conditions et le décor de mondes viables et résilients. Du constat, implacablement dressé en 1972, des «limites de la croissance», et des rapports accablants qui se sont multipliés depuis sur les conséquences environnementales, climatiques, énergétiques et sociales de la «société de consommation» et de la concentration capitaliste – dont les métropoles, les agglomérations et leurs satellites touristiques sont à la fois les foyers, les cadres et les produits achevés –, ils tirent la conclusion que les territoires métropolitains sont insoutenables, condamnés à plus ou moins brève échéance, et qu'il s'agit donc, en s'affranchissant autant que possible de leur orbite et de leur emprise, de se préparer (voire de travailler) à leur marginalisation progressive, leur dégradation ou leur effondrement. Pour cette démarche, qui vise d'abord à trouver et construire les moyens d'atteindre un degré élevé d'autonomie et d'indépendance locale (une économie de subsistance tirant parti des qualités spécifiques du lieu et de ses milieux), les principes et techniques de conception et de culture qui permettent d'agencer et d'entretenir un paysage vivrier, une communauté organisée, complexe et résiliente, d'humains, de plantes et d'animaux en interaction, *tiennent lieu* d'urbanisme. Aussi son intention pourrait-elle être assez bien résumée par le mot d'ordre que lança autrefois Ivan Chtcheglov : «Il faut construire l'hacienda<sup>16</sup>.» L'une des expressions les plus conséquentes de cette démarche (tant sur le plan théorique que sur le plan technique) est sans doute le mouvement de la *permaculture*, né en Australie à la fin des années 1970 et qui s'est largement répandu depuis. Profilée comme une double alternative, tant à l'exploitation agro-industrielle des sols qu'à la gouvernance biopolitique des mécanismes de l'économie de marché, la permaculture – une contraction de l'idée d'*(agri)culture permanente* – s'envisage en effet, très explicitement, comme un *art* (design) de concevoir et de ménager des sites ou des habitats vivriers : un art qui, directement fondé sur la compréhension et l'émulation

16. Voir Gilles Ivain (alias Ivan Chtcheglov), «Formulaire pour un urbanisme nouveau», *Internationale situationniste*, n°1, juin 1958.

biomimétique des écosystèmes naturels et de leurs dynamiques, vise aussi bien à l'économie d'effort et d'énergie (*commoditas*), à la résilience (*soliditas*) et à la cosmicité (*venustas*), et réinterroge donc en profondeur, à la lumière de la « descente énergétique » qui s'annonce, les principes mêmes de l'architecture. À cette nébuleuse des initiatives qui parient plutôt sur le renversement de marée d'un *exode urbain*, on peut rattacher bien d'autres mouvements ou écoles de pensée plus ou moins directement liés aux traditions agrariennes ou indigènes et à la remise en cause des agrosystèmes industriels – tels que l'agroécologie « forte », l'agriculture « naturelle » de Masanobu Fukuoka, les plaidoyers néopaysans (à la Wendell Berry), les coopératives paysannes, les communes agroforestières d'Amérique latine, les expériences de polycultures pérennes du Land Institute de Wes Jackson au Kansas, etc. –, mais aussi toute une palette de mouvements d'affranchissement et/ou d'enracinement communautaire plus politiquement déterminés – comme la sécession zapatiste du Chiapas, les « Zones à défendre » (ZAD) ou le regroupement de communes volontaires (type Tarnac).

Désigner globalement ces expériences de fondation ou de refondation non urbaines par le terme de *sécession* peut certes paraître excessif. Toutes ne se vivent pas nécessairement comme des antithèses ou des hors-lieux des territoires de la métropole contemporaine (mais parfois comme de simples écarts ou havres de « transition »). La plupart sont contraintes d'accepter un certain compromis, et en tout cas d'adopter un *modus vivendi* avec les règles et mécanismes de gouvernance des territoires métropolitains. Enfin, toutes peuvent être plus ou moins facilement considérées ou tolérées comme des « enclaves », voire récupérées et promues comme les enfants prodiges d'une condition urbaine et métropolitaine soucieuse de pronger ou d'étendre son règne en célébrant sa diversité et son œcuménisme. Cependant, il faut souligner trois choses : d'abord, la conviction grandissante avec laquelle ces initiatives se désolidarisent intellectuellement des ambitions et des récits latents de l'urbanisation du monde et de la *manifest destiny* d'une métropole globale ; ensuite, la forte curiosité qu'elles manifestent à s'informer, se concerter et à apprendre les unes des autres (qui fait d'elles les laboratoires de recherche et de réflexion prospective les plus actifs aujourd'hui) ; enfin, l'intelligence et l'énergie qu'elles parviennent à puiser, sinon dans la foi positive, du moins dans la suspension de l'incroyance, que d'autres « contrats naturels », une autre *religio mundi*, sont éminemment souhaitables, éventuellement possibles, et certainement, c'est-à-dire absolument, nécessaires. De ce point de vue, il est d'ailleurs significatif que ces mouvements soient amenés à encourager une relecture « intéressée » des périodes historiques de déclin urbain et métropolitain, tel le vaste « Moyen Âge » européen, et des rôles de reviviscence agricole et de transmission culturelle qu'y jouèrent les monastères et toutes sortes d'autres communautés ou mouvements spirituels. Enfin, il faut noter qu'en dépit de leur ardeur à décrocher des réseaux de la circulation globale des marchandises, qui fait d'eux les promoteurs actifs de la création et de l'usage de monnaies locales alternatives, ces mouvements ne se désintéressent pas pour autant des villes ni même des territoires qui sont les purs produits de la suburbanisation et du zoning modernes. Pour nous en tenir à la nébuleuse de la permaculture, soulignons en effet que le fameux mouvement Cities in Transition, animé par Rob Hopkins, ex-formateur en permaculture, en est une émanation, voire une transposition directe, mais aussi que *RetroSuburbia*, le tout dernier livre de David Holmgren<sup>17</sup>, cofondateur australien du concept et du mouvement, vise précisément à encourager les banlieues pavillonnaires « à l'américaine » à se réorganiser localement autour des principes de l'autoproduction et de la résilience.

17. David Holmgren,  
*RetroSuburbia :  
The Downshifter's Guide to  
a Resilient Future*, Melliodora,  
Melliodora Publishing, 2018.

Je n'ai évidemment pas la prétention de fournir, avec cette rapide distinction de quatre tendances, un tableau exhaustif des scénarios en présence quant à l'évolution des rapports

entre villes et agriculture, mais peut-être un embryon de boussole ou, disons plutôt, une rose des vents qui aiderait à s'orienter un peu dans le maquis des discours et initiatives émergents. De ce point de vue, on trouvera sans doute que ma présentation est *tendancieuse*, c'est-à-dire affectée d'un gradient, et que je me suis copieusement étendu sur la dernière hypothèse, pourtant assez peu *mainstream*, voire marginale aux yeux de beaucoup, de la sécession. Ce n'est pas tout à fait vrai : de mon point de vue, chacune de ces approches a des arguments plus ou moins plausibles à faire valoir, y compris « éthiques » et « environnementaux », et chacune contient sans doute « une part de vérité » qu'il s'agit justement d'apprécier, d'éprouver et de mettre à sa place. Mais ce n'est pas faux non plus : dans le climat d'obnubilation, voire d'hallucination collective qui règne depuis des décennies, où toutes les aiguilles mentales semblent bloquées sur l'urbain et la condition métropolitaine comme sur le nord absolu, l'hypothèse de la sécession (d'avec l'ethos de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire) me paraît être la seule à faire réellement preuve d'imagination historique, c'est-à-dire à prendre la mesure de l'*aventure* que représente l'impasse environnementale contemporaine<sup>18</sup>, et à en tirer les conséquences pratiques.

Mais alors, demandera-t-on, *quid* de l'agriculture urbaine (infiltration) et, surtout, de l'urbanisme agricole (négociation) qui est manifestement le centre de gravité de ce livre et l'hypothèse qu'il s'emploie à promouvoir ? C'est en effet toute la question, en tout cas celle que j'entends contribuer à soulever et éclairer ici. De fait, dans le quadrant ou gradient théorique proposé, seuls le premier scénario (l'incorporation) et le dernier (la sécession) sont des points de fuite polairement et politiquement opposés. Dans le champ magnétique que définissent ces scénarios limite, les deux scénarios médians, l'agriculture urbaine et l'urbanisme agricole, plus engagés pratiquement dans la réalité et la complexité des territoires métropolitains, sont en même temps, par nature, plus flottants et théoriquement élastiques, c'est-à-dire qu'ils peuvent tendre plus ou moins, parfois à leur insu ou sans y penser, vers tel ou tel de ces pôles, et travailler ainsi, soit plutôt à l'intensification et à la mobilisation du régime métropolitain, soit plutôt à son désarmement. Cette élasticité théorique est d'ailleurs moins critique dans le cas de l'infiltration (ou de l'agriculture urbaine), dont la stratégie est plus opportuniste, que dans celui de la négociation (ou de l'urbanisme agricole), potentiellement beaucoup plus ambitieuse dans le projet de repenser ou de refonder les composantes des territoires métropolitains et de leurs confins. Ce petit quadrant me paraît donc utile en ce qu'il fournit une sorte d'échelle ou de pierre de touche pour situer les projets d'urbanisme agricole à venir et pour s'orienter dans un débat qui est aussi, et peut-être d'abord, une controverse sur la technique.

### Technique et environnement : un manifeste oublié

Aussi est-ce sur cette controverse technique, soulevée par l'impasse environnementale, que je souhaiterais conclure ces réflexions, en évoquant ici un essai publié par la revue *Architectural Design* en juillet 1972, c'est-à-dire au mitan de cette année où, avec la Conférence des Nations unies sur l'environnement à Stockholm et la publication du rapport *The Limits to Growth*<sup>19</sup> (soit un an avant le premier choc pétrolier), les préoccupations environnementales firent leur entrée en fanfare dans le débat international. Intitulé « Designing for survival », cet essai, qui servait d'introduction à un dossier présentant tout un éventail de projets ou de dispositifs low-tech émanant d'écoles d'architecture ou de design (à la *Whole Earth Catalog*<sup>20</sup>), dressait un bilan extrêmement dense et informé des effets calamiteux de la

18. « The Present Urban Predicament » : tel est le titre de la conférence que Colin Rowe donna à maintes reprises pour exposer les thèses de son livre *Collage City* (1978), et la critique de l'urbanisme moderne qu'il y avait développée (trad. fr. « Le dilemme de l'urbanisme aujourd'hui », *Marnes, documents d'architecture*, n° 1, Paris, Éditions de La Villette, 2011). De toute évidence, quarante ans plus tard, le dilemme ou l'impasse en question sont « environnementaux » et devraient conduire à une relativisation, sinon à une remise en question, du concept même d'urbanisme.

19. Sous la direction de Donella H. Meadows, Dennis L. Meadows, Jørgen Randers et William W. Behrens III.

20. Ce « Catalogue de la terre entière », publié par l'Américain Stewart Brand de 1968 à 1972, était une « bible » de la contre-culture. Voir Caroline Maniaque, *Whole Earth Field Guide*, Cambridge, MIT Press, 2016.

21. «Designing for survival», *Architectural Design*, n° 7, 1972, p. 413-421. Traduction française à paraître dans *Marnes*, n° 5, automne 2018.

22. *Ibid.* pour cette citation et les suivantes.

23. Colin Moorcraft, *Must the Seas Die?* (Londres, Temple-Smith, 1972). Ce livre fut bientôt publié en français sous le titre *La Mer doit-elle mourir* (Paris, Albin Michel, 1974). Moorcraft, qui donna plusieurs articles au *New Scientist*, tenait la rubrique «Recycling» (renommée «Eco-Tech» en 1973) de la revue *Architectural Design*.

24. «Pour atteindre un niveau aussi bas de performance sociale et environnementale au prix d'une consommation aussi élevée de matière et d'énergie, la technologie a dû trahir son mythe central : l'efficacité. À certains égards, le mythe est justifié. Quelques produits et processus individuels sont en effet efficaces, mais la tendance globale est au déclin de l'efficacité aussi bien des processus de production que des produits. Et cela vient largement de la priorité accordée aux critères économiques dans la prise de décision ; de la manipulation de la demande par les techniques de vente ; de l'oligopolisation et de la monopolisation du pouvoir économique ; et du gigantisme croissant des systèmes de production.»

25. «Quant au recyclage (en particulier des métaux), il requiert de grandes quantités d'énergie, et n'a pas grand intérêt si les matériaux recyclés sont utilisés pour fabriquer des produits eux-mêmes inutiles.»

technologie industrielle, et en particulier de la «révolution verte», c'est-à-dire de son application systématique à l'agriculture et à l'économie des «matières premières» depuis la Seconde Guerre mondiale<sup>21</sup>. À le relire aujourd'hui, cet essai très argumenté apparaît remarquable par la précision, la rigueur et la hauteur de vue avec lesquelles il vulgarisait déjà l'ensemble des problématiques sociales et environnementales (flux d'énergie et de matière, biodiversité, changement climatique, rupture métabolique, pauvreté et asservissement, déplacements de populations, obsolescence programmée, etc.), que les progrès de la technologie industrielle avaient engendrés ou accélérés, et qui n'ont fait depuis que se vérifier en s'aggravant.

«Nous avons à présent une certaine connaissance des dommages cumulés que l'homme a infligés aux systèmes qui composent la surface de cette planète. Et on peut la résumer par un seul mot : «simplification». Ce mot peut ne pas avoir le même impact sur certaines personnes que des termes comme pollution, saleté et ordures, mais ses implications sont bien plus grandes. Jusqu'à l'avènement de la technologie industrielle, les systèmes de surface de cette planète évoluaient en permanence vers des formes plus complexes et plus stables. Nous avons renversé cette tendance et, en l'espace de quelques décennies, nous avons détruit l'œuvre de plusieurs millénaires. La complexité et la stabilité de l'atmosphère, de l'hydrosphère et de la biosphère ont toutes été défavorablement affectées<sup>22</sup>.»

Mais s'il est remarquable en soi (et remarquablement prescient), ce texte le paraît plus encore lorsque l'on sait que son auteur, Colin Moorcraft, était alors un architecte d'à peine vingt-cinq ans, «freelance writer on design and environmental affairs» et déjà l'auteur d'un livre édifiant sur la dégradation des océans et de la vie marine<sup>23</sup>. De fait, c'est à un authentique croisement des enjeux de l'environnement et du design que ce jeune critique conviait ses lecteurs dans la dernière partie de son argument. Après avoir dénoncé le «mythe de l'efficacité» de la technologie industrielle<sup>24</sup>, sur la base d'une analyse intégrée des énergies et des matières grises embarquées par ses modes de production typiques (en prenant l'exemple d'un bâtiment standard et de ses divers composants), il voyait dans ses échecs non seulement «les reflets du système économique qui l'alimente et qui est alimenté par elle», mais aussi des effets directs «de l'échelle et de la rigidité croissantes des systèmes techniques» : «Ces échecs techniques, environnementaux et sociaux ne sont pas des erreurs accidentelles ou des dysfonctionnements temporaires de la technologie industrielle, mais les conséquences inhérentes et inévitables de ses activités routinières. Le «progrès» technique ne cesse de réduire sa responsabilité déjà limitée. Il est animé par une force d'inertie autoprogrammée qui ne cesse d'accélérer sa marche, d'étendre son échelle, et de diminuer sa réactivité aux critères non économiques. À moins qu'il ne soit très rapidement rendu sensible aux besoins sociaux et environnementaux, le seul progrès auquel nous assisterons ne sera qu'une régression pire encore.»

L'ennui, soulignait encore Moorcraft, c'est que la plupart des stratégies imaginées pour «réformer les processus technologiques en ce sens», qu'elles soient techniques ou qu'elles portent sur les aspects «écologiques» de la question («l'hygiène [...], la sauvegarde des animaux, des plantes et des vieux bâtiments, le contrôle des naissances, le recyclage<sup>25</sup>, l'éco-action ou l'éco-consommation, l'évaluation des systèmes techniques, les centres d'*adversary science* et les mouvements d'économie anticroissance»), non seulement négligent les inégalités sociales, mais ne font au mieux que mettre des emplâtres sur une jambe de bois : «Certaines de ces initiatives accomplissent sans aucun doute un travail utile, mais il est peu probable qu'elles parviennent, seules ou collectivement, à faire autre chose que traiter partiellement quelques-uns des symptômes du problème. La plupart de leurs propositions sont des mesures négatives qui acceptent implicitement les valeurs mêmes qui ont conduit aux situations qu'elles déplorent.»

En critique déjà rompu aux analyses de Jacques Ellul, de Barry Commoner ou de Nicholas Georgescu-Roegen, mais très averti aussi des idées en vogue dans la sphère high-tech, Moorcraft prenait surtout la peine de dénoncer deux « fantaisies » dont les lecteurs contemporains n'auront aucun mal à reconnaître la multiple progéniture. La première était « celle d'une société sans travail servie par des lignes de production cybernétiques souterraines programmées pour satisfaire les plus petits caprices de leurs maîtres », idée dont il déplorait qu'elle soit reprise par une certaine frange de la contre-culture « comme une justification fallacieuse (et parfaitement inutile) de l'underground comme avant-garde d'une société future débarrassée du travail » : « Avec le million de chômeurs que nous avons aujourd'hui, remarquait-il, l'argument paraît d'un seul coup un peu daté. Quant aux chaînes de production cybernétiques, les seules organisations en mesure de les développer à ce point sont évidemment les entreprises multinationales. Il y a donc fort à parier que, pour permettre à quelques-uns d'accéder à ce luxe cybernétique, beaucoup d'autres auraient à payer une sombre addition. »

Quant à la seconde fantaisie, c'était précisément celle des héritiers de Buckminster Fuller et de la *cabin ecology*, tout ce mouvement vers la conception et l'entretien de bâtiments ou de communautés en systèmes fermés (type Biosphere II), visant au plus haut degré possible d'autonomie, et dont les projets de ferme verticale ou de Pig City, que j'ai regroupés sous le label *incorporation*, sont les rejetons plus ou moins directs. « Cette quête du vaisseau spatial terrestre, expliquait Moorcraft, est également liée à la production de masse, et bien qu'elle accorde une louable attention au flux de matière et d'énergie qui transite dans le produit final, elle se préoccupe rarement de mettre celui-ci en relation avec les écosystèmes extérieurs, ni de la matière et de l'énergie qu'il faut dégrader pour le construire ou pour le recycler. » Et il ajoutait, en mettant ces deux fantaisies d'ingénieur dans le même panier : « Le point commun de ces solutions techniques est qu'elles ressortissent en général de préoccupations purement techniques, et que la résolution des questions non techniques n'y est qu'incidente. Cette approche tend à ne considérer les problèmes qu'à travers les yeux de ceux qui contrôlent aujourd'hui la technologie, à savoir l'industrie, plutôt qu'à travers ceux des contrôleurs légitimes que sont les usagers de ces systèmes. »

En somme, « projeter pour la survie » réclamait d'abord de sortir de cette logique et de ces impasses pour aller « au-delà de la technologie industrielle ». Plutôt que de « compenser le défaut d'adaptation physiologique de l'homme à la plupart des habitats que lui offre cette planète » en développant des infrastructures de survie de plus en plus lourdes, complexes et centralisées, ayant pour effet de simplifier grossièrement les systèmes naturels et d'accélérer l'entropie, il s'agissait de faire l'exact inverse, c'est-à-dire concevoir, *ad hoc* et *in situ*, des dispositifs techniques relativement simples qui minimiseraient l'entropie en ménageant et stimulant la diversité et la résilience des systèmes naturels : « La tendance des systèmes naturels est de déplacer la matière et l'énergie en petites quantités dispersées, avec çà et là des concentrations locales et occasionnelles. Le penchant industriel pour les systèmes géants et centralisés, qui concentrent la matière et l'énergie à une échelle considérable pour les disperser ensuite, pourrait être court-circuité de façon à ce que nous optimisions notre capacité à utiliser les ressources dispersées de la nature. » En d'autres termes, selon une optique que la scientifique américaine Janine Benyus nommerait vingt ans plus tard *biomimétisme*<sup>26</sup>, Moorcraft défendait l'idée qu'il s'agissait de se mettre à l'école des systèmes biologiques : « Dans l'immédiat, notre but devrait être, partout où cela est possible, de passer de sous-systèmes physico-chimiques bruts à des sous-systèmes biologiques, et de modeler le comportement du système entier (même lorsqu'il contient encore des éléments physico-chimiques) sur les systèmes biologiques. » Et, dans la dernière page, très dense, de son long article, le jeune architecte

26. Janine Benyus, *Biomimétisme. Quand la nature inspire des innovations durables*, Paris, Rue de L'Échiquier, 2011.

concluait son plaidoyer en détaillant trois vertus cardinales des systèmes naturels, que les dispositifs techniques postindustriels devaient à son avis adopter comme principes :

- La coopération. D'une part, ces dispositifs de « médiation entre l'homme et l'environnement » devaient interagir avec les milieux spécifiques où ils étaient mis en œuvre (ainsi qu'avec toute la variété de leurs composantes et de leurs cycles), et non pas s'y imposer pour les dominer ou les reconfigurer à partir de leur « économie d'échelle ». Mais, plus encore, en procédant d'une observation attentive et prudente de ces milieux, ils devaient s'inspirer au maximum de la synergie de ces derniers, ce que Moorcraft synthétisait dans ce que l'on pourrait considérer comme la formule d'un alterfonctionnalisme : « Chaque élément devrait être apte, partout où c'est possible, à accomplir plus d'une fonction et, réciproquement, chaque fonction devrait pouvoir être effectuée de plus d'une façon. »

- L'intégration. Développer des systèmes symbiotiques qui entretiennent l'intégrité des systèmes naturels, c'est-à-dire minimisent ce que les économistes appellent désormais les « externalités », exigeait d'après Moorcraft un considérable progrès de l'information scientifique sur les flux naturels de matière et d'énergie et sur les capacités d'absorption des systèmes naturels (tant à l'échelle de la planète qu'à celle du corps humain), et l'adoption d'une nouvelle forme de comptabilité, « qui ne soit pas liée à l'économie monétaire, mais à la mesure de la matière et de l'énergie », et qui ne se contente pas d'évaluer l'« efficacité » des produits et des artefacts, mais « piste » l'ensemble de leurs cycles de production, de vie et de dégradation. Cela étant dit, Moorcraft insistait sur l'importance des savoirs vernaculaires et locaux dans ce domaine : « Toutes ces informations ne devraient pas être difficiles à comprendre ni être la chasse gardée des spécialistes. D'autres cultures ont développé une compréhension plus complète et plus détaillée de leur environnement immédiat que celle dont la science occidentale s'est montrée capable, et elles l'ont fait sans recourir à la spécialisation. L'information est restée ce savoir commun et oralement transmis de la tribu, et cela devrait devenir la forme du savoir utile et quotidien dans la société. » Et ce qui valait pour l'information valait également – point capital – pour les dispositifs techniques : « Une partie de la décentralisation du pouvoir vers les individus prendrait la forme d'un contrôle maximal de ce dernier sur les artefacts qu'il (ou elle) utilise. L'individu devrait être potentiellement capable de concevoir, de construire, d'utiliser, de réemployer, de démanteler et de comprendre tous ses artefacts lui-même. Ce qui est impossible dans un contexte technologique sophistiqué tel que le nôtre ne devrait pas être hors de portée avec un système simple et efficace. »

- La flexibilité. La dernière caractéristique fondamentale des systèmes techniques postindustriels que Moorcraft appelait de ses vœux était qu'ils soient suffisamment légers et flexibles « pour répondre à un très large éventail de situations sociales », pour évoluer localement « sans l'inflexibilité d'un plan directeur », et permettre ainsi de « vivre de façon autonome hors du système technocratique ». Là encore, si Moorcraft tenait compte des promesses de la science et de la recherche (dispositifs à petite échelle de traitement biologique des déchets, piles à combustibles biologiques, etc.), il insistait sur le gisement des traditions et des cultures techniques locales que la révolution industrielle avait mises au rancart, et que les progressistes s'empressaient de critiquer comme grossières, rétrogrades ou régressives. « Cette critique ignore le fait qu'un approvisionnement régulier en nourriture, un dispositif fiable de traitement des déchets, un bon toit et une source d'énergie sont hors de portée de la majorité des habitants de cette planète, et que leur fourniture constituerait un extraordinaire progrès, progrès que la technologie industrielle ne réalisera sans doute jamais. Elle ignore aussi qu'une fois ces techniques mises en œuvre et réfléchies dans de nombreux endroits, elles évolueront en formes de plus en plus efficaces. Certes, elles ne réaliseront jamais le genre de progrès symbolisé

par le Concorde. Et alors? Elles seront en revanche hautement avancées et sophistiquées, de la même façon que le plus petit des insectes l'est quand on le compare à un grossier mastodonte physiochimique tel que le Concorde. La subtilité s'y exprimera comme le savoir qui permet d'obtenir le plus grand bénéfice au moyen de l'interférence la plus minime, plutôt que comme la bombe Big Bang, l'explosion de matière et d'énergie des bouffonneries asservissantes de la technologie industrielle.»

On s'étonnera peut-être que j'aie pris la peine de revenir si longuement sur ce texte largement oublié, dont les thèses n'inspireront peut-être qu'une condescendance amusée ou sceptique à beaucoup de nos lecteurs, et qui – c'est le moins que l'on puisse dire – n'aura pratiquement rencontré aucun écho durable dans le milieu de l'architecture et de l'urbanisme d'où provenait pourtant son auteur. Du reste, Colin Moorcraft allait rapidement disparaître des radars de ce milieu, alors que ses vues pénétrantes auraient pu bousculer celles, beaucoup plus complaisantes vis-à-vis de la technologie industrielle, de cette figure dominante de la critique d'architecture anglaise (et pape du high-tech) que fut Reyner Banham<sup>27</sup>. Il se trouve cependant que ce texte ne passa pas tout à fait inaperçu. De fait, son argumentaire en faveur d'une approche postindustrielle du design, et de systèmes techniques postextractivistes, joua un rôle déterminant, voire catalytique, mais dans une autre sphère que celle de l'urbanisme et de l'architecture « proprement dite ».

Dans l'ouvrage fondateur qu'ils publièrent en 1978 pour introduire et exposer leur concept de *permaculture*, en désignant par là « un système évolutif, intégré, d'autoperpétuation d'espèces végétales et animales utiles à l'homme », c'est-à-dire, en substance, « un écosystème agricole complet, façonné sur des exemples existants, mais plus simple<sup>28</sup> », Bill Mollison et David Holmgren renvoient explicitement à l'essai de Colin Moorcraft, comme si celui-ci leur avait donné beaucoup de « grain à moudre » et fourni quelques-unes des clefs théoriques essentielles de leur projet : « L'affirmation de Colin Moorcraft [*sic*] à propos de l'environnement bâti est fort intéressante à considérer en relation avec l'organisation permaculturelle : “chaque élément devrait être apte, partout où c'est possible, à accomplir plus d'une fonction et, réciproquement, chaque fonction devrait pouvoir être effectuée de plus d'une façon”. Nous croyons en effet qu'une combinaison des principes permacultureux [avec une attention fine à l'échelle de permanence des composantes du territoire] se rapproche d'une écologie totale intégrée du paysage, ayant à la fois valeur utilitaire et esthétique<sup>29</sup>. »

De fait, la formule alterfonctionnaliste énoncée par Moorcraft est devenue l'un des mots d'ordre de la permaculture et presque le mantra de toute la nébuleuse des initiatives inspirées par elle au cours des dernières décennies<sup>30</sup>. Mais, à y regarder de plus près, c'est bien l'ensemble des principes mis en avant par Moorcraft dans son essai (coopération, intégration, flexibilité) que la permaculture paraît avoir embrassés, développés et mis en œuvre de façon particulièrement explicite et cohérente dans sa philosophie pratique du ménagement de sites (ou d'« habitats ») vivriers et résilients. De mon point de vue, l'art de la permaculture – intensive en design et en information, plutôt qu'en travail ou en énergie – est aujourd'hui l'expression la plus aboutie, la plus ambitieuse, et sans doute la plus prometteuse, de ce que cet essai visionnaire entendait par « *designing for survival* », c'est-à-dire habiter et entretenir des mondes.

\*\*\*

Quand on analyse la situation du monde et des territoires à partir du passé, et des dynamiques d'évolution qui ont prévalu au cours des dernières décennies (voire des derniers siècles), il est difficile de ne pas se convaincre que la croissance des grandes villes et la métropolisation

27. Voir en particulier Reyner Banham, *Architecture of the Well-Tempered Environment* (1969), trad. fr. *L'Architecture de l'environnement bien tempéré*, Orléans, HYX, 2011, et mon article « Hearthbreaking », in *Marnes*, n° 4, Marseille, Parenthèses, 2016. En y songeant, il est possible que Banham, lui aussi « freelance writer on design and environmental affairs » et dont l'envergure critique débordait largement aussi la sphère architecturale où il opérait, ait représenté une sorte d'étalon pour Moorcraft, une figure à laquelle il entendait se mesurer sur le fond. Néanmoins, après quelques articles dans des revues et un volume illustré de vulgarisation de la problématique énergétique dans l'habitat et les villes (*Energy : Homes and Cities*, Bay City, Aladdin Books, 1982), la plume de Moorcraft paraît s'être rapidement évaporée dans les airs.

28. Bill Mollison, David Holmgren, *Permaculture One : A Perennial Agriculture for Human Settlements* (1978), trad. fr. *Perma-culture*, vol. 1 : *Une agriculture pérenne pour l'autosuffisance et les exploitations de toutes tailles*, Paris, Éditions Debard, 1986, p. 15.

29. *Ibid.*, p. 61. En ce sens, la permaculture entend bel et bien renverser une tendance : « Les paysages stables façonnés par l'homme à l'échelle d'une région sont rares. Ils exigent un effort et

une attention inlassables de la part de celui-ci (K. Lynch, *Site Planning*). Pourtant, un paysage équilibré, productif et foncièrement beau et harmonieux est peut-être la plus haute valeur matérielle qu'une société puisse recevoir en héritage. L'habileté dans l'agencement paysager semble évidente dans quelques cultures agraires "pré-civilisées", mais depuis qu'on assiste à une prépondérance de l'habileté technique sur les traditions spirituelles et culturelles, l'aménagement des sites s'est rétréci à l'échelle urbaine et est devenu ornemental plutôt qu'utilitaire. La conception du paysage rural productif dans les pays industrialisés modernes ne relève d'aucun modèle traditionnel stable, ni d'aucune nouvelle science rationnelle ni d'aucun art.»

30. On la retrouve évidemment au cœur de l'ouvrage qui expose et discute le plus profondément l'ensemble des principes de la permaculture. Voir D. Holmgren, *Permaculture : Principles and Pathways Beyond Sustainability* (2002), dont le titre a malheureusement été édulcoré dans la traduction française : *Permaculture. Principes et pistes d'action pour un mode de vie soutenable*, op. cit., p. 347-392.

des territoires en général sont des processus quasi naturels et irrésistibles, bref, une donnée, une loi d'évolution qu'il faut bien accepter, et avec laquelle on ne pourra à l'avenir, au mieux, que composer. Et toutes les statistiques les plus officielles (démographiques, économiques, etc.), qui extrapolent ces tendances pour prévoir l'avenir, ne peuvent et ne font en effet qu'enfoncer le clou. En revanche, lorsque l'on envisage cette situation globale à partir des crises latentes qui s'accumulent à l'horizon, et dont les dynamiques ne cessent à la fois de se préciser, de s'aggraver et de se rapprocher – pic énergétique, changement climatique, chute de la biodiversité, etc., sans parler du creusement dramatique des écarts de richesse, qui fait que riches et pauvres ne vivent plus dans les mêmes mondes –, c'est au contraire l'insoutenabilité, et par conséquent l'*invraisemblance* de ces processus d'urbanisation et de métropolisation globales, et de leur poursuite, qui ne peuvent manquer de s'imposer. Pour qui sait faire preuve d'un peu de curiosité, et ne pas rester prisonnier des grands récits éculés du progrès de la civilisation, l'histoire des reflux, des moyen-âges et du démantèlement des « sociétés complexes » offre toute une jurisprudence d'utiles leçons.

« Dans la vraie vie », c'est-à-dire dans cette situation duale, toute personne intellectuellement honnête ne peut qu'éprouver ces deux « vérités », pourtant difficiles à concilier, et endurer par conséquent une certaine schizophrénie. Et ce qui vaut pour les individus vaut sans doute aussi pour les territoires. On peut donc s'attendre à ce que les différentes stratégies d'interaction entre ville et agriculture que je me suis efforcé de distinguer – incorporation, négociation, infiltration et sécession – entrent bientôt en friction sur l'échiquier des territoires métropolitains, en particulier dans l'extraordinaire boule de cristal que représente la région Île-de-France, sur laquelle cet ouvrage nous invite à nous pencher. Chacun y verra sans doute des choses différentes. De mon côté, on l'aura compris, ceux qui prennent la tangente avec l'ambition d'épaissir ou d'approfondir des mondes, et le projet d'y « devenir indigènes », me paraissent les plus inspirés et les plus porteurs d'espoir. S'ils font preuve de suffisamment de patience et d'endurance (« travaillez, prenez de la peine »), peut-être pourront-ils un jour encourager leurs enfants à garder la même confiance, en leur rappelant que la métropole du début du XXI<sup>e</sup> siècle... ne s'est pas laissée défaire en un jour.